

SALAIRES, EMPLOI, QUALIFICATIONS

COMMUNIQUE INTERSYNDICAL des organisations syndicales de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

Les organisations syndicales de la Fonction Publique (CGT, FO, FSU, CFDT, UNSA, Solidaires,...) appellent à une journée nationale d'actions, avec grève et manifestations, **le jeudi 2 février pour la défense du pouvoir d'achat et des services publics, pour la refonte de la grille indiciaire et la reconnaissance des qualifications.**

Les syndicats soussignés de l'enseignement supérieur et de la recherche invitent les personnels à participer aux **actions unitaires du 2 février** et à se mobiliser dans leur secteur :

- ⇒ **pour la défense du service public d'enseignement supérieur et de la recherche**
- ⇒ **contre le projet de "pacte pour la recherche"**

Contre la perspective de la seule précarité pour toute la jeunesse via le "**contrat de première embauche**" que le gouvernement souhaite faire passer en force à l'assemblée nationale **une action nationale est prévue le 7 février 2006** à l'appel des confédérations syndicales et associations de jeunes (voir déclaration ci-dessous)

Premiers signataires : SNESUP-FSU - SNCS-FSU - SNASUB-FSU / SNTRS-GGT - FERCSUP-CGT / SGEN-CFDT-INSERM / SNPTES-UNSA - A&I-UNSA - SUP-RECHERCHE-UNSA / SUD-RECHERCHE-EPST / UNEF

CONTRAT DE PREMIERE EMBAUCHE

Déclaration des organisations étudiante et lycéenne et des organisations syndicales de salariés : UNEF, UNL, CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, UNSA

24 janvier 2006

Réunies le 24 janvier 2006, ces organisations ont confronté leurs analyses sur les dernières décisions gouvernementales relatives à l'emploi des jeunes, décisions annoncées brutalement au mépris de toute concertation. Elles ont toutes confirmé leur opposition au projet de Contrat Première Embauche (suite du CNE).

La discrimination à l'encontre des jeunes, l'aggravation de la précarité pour tous les salariés qu'il entraîne, imposent une première action.

C'est pourquoi, elles appellent leurs structures locales à des manifestations communes, le 7 février 2006 sur un seul mot d'ordre : **RETRAIT DU CPE !**

L'ensemble des organisations présentes appelle toutes les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens à renforcer par leur présence et leur appel cette journée de mobilisation et d'action.

Dès aujourd'hui et notamment, le 31 janvier, début de l'examen en première lecture du projet de CPE par l'Assemblée Nationale, les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens mèneront des actions de sensibilisation pour réussir les manifestations du 7 février 2006.